



N°3679
Entrée le 20.02.2026
Chambre des Députés

Déclarée recevable
Président de la Chambre des Députés
(s.) Claude Wiseler
Luxembourg, le 20.02.2026
Chambre des Députés

Monsieur Claude Wiseler
Président de la Chambre des Députés
Luxembourg

Luxembourg, le 20 février 2026

Monsieur le Président,

Conformément à l'article 80 du règlement de la Chambre des Députés, je vous prie de bien vouloir transmettre la question parlementaire suivante à Monsieur le ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.

Depuis le Forum économique mondial de Davos, le Premier ministre canadien Mark Carney a pris l'initiative d'appeler les « puissances moyennes » à s'unir face aux pressions commerciales exercées par l'administration Trump. Concrétisant cette vision, des discussions sont désormais en cours entre l'Union européenne et le bloc indopacifique CPTPP (Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership). Cette initiative s'inscrit dans un contexte de pression tarifaire croissante de la part des États-Unis excluant tout début de négociation en position d'infériorité. Le Luxembourg, en tant que petit État membre de l'UE fortement dépendant des échanges internationaux, est directement concerné par toute recomposition de l'architecture commerciale mondiale.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

- Le Gouvernement luxembourgeois soutient-il activement la stratégie de diversification commerciale portée par le Premier ministre canadien Mark Carney, notamment un approfondissement des liens entre l'UE et les membres du CPTPP ? Quelle est la position du Luxembourg, à ce stade, quant à l'opportunité politique et économique d'un tel rapprochement ?
- Le Gouvernement soutient-il l'objectif de négocier des dispositions relatives aux règles d'origine et à la « cumulation » entre l'UE et le CPTPP afin de faciliter des échanges « à faible tarif » au sein de chaînes d'approvisionnement plus intégrées ?
- Le Gouvernement a-t-il mené des échanges avec des États européens sur l'initiative portée par le Canada et entend-il soutenir une telle coordination au Conseil des ministres de l'UE ?

Veillez croire, Monsieur le Président, en l'assurance de mon profond respect.

Yves Cruchten
Député